

« Home » dans le trend de «l'écologie par en haut»

Interview de Romain Felli
Swissinfo.ch, 15 juin 2009

«Home», le film de Yann Arthus-Bertrand, mise sur la prise de conscience et la responsabilisation du citoyen-consommateur. Typique de cette tendance à sur-responsabiliser qui évite les remises en cause plus radicales, juge l'universitaire suisse Romain Felli.

Sorti début juin, le film écologiste du photographe français spécialisé dans la prise de vue par hélicoptère cherche à atteindre un maximum de public. Il est libre de droits et multiplie les supports. Son but: la prise de conscience et la responsabilisation.

Spécialiste de l'histoire et la philosophie de l'écologie à l'Université de Lausanne, auteur d'une critique du développement durable, Romain Felli analyse cette approche.

swissinfo.ch: Yann Arthus-Bertrand, comme Al Gore et d'autres, ont-ils raison de chercher à accroître le degré de conscience des citoyens à l'égard des enjeux environnementaux?

Romain Felli : En soi, oui. Diffuser de l'information sur la crise écologique est une bonne chose. Mon impression, toutefois, est que ces opérations visent moins à accroître le degré de connaissance qu'à cadrer le problème écologique et les réponses à ce problème.

Jusqu'au milieu des années 80, le développement économique était vu comme étant incompatible avec la protection de l'environnement. La crise écologique, les pollutions, la déforestation étaient considérées comme les résultantes de l'expansion économique.

Depuis, la perspective s'est renversée, notamment avec le rapport Brundtland [du nom de l'ex-première ministre norvégienne Gro Harlem Brundtland, un rapport onusien publié en 1987 qui définit la politique débouchant sur un développement durable].

Depuis ce renversement, le développement économique est vu comme la solution à la crise écologique. Les entreprises sont envisagées comme les partenaires principaux de la résolution de cette crise, et non plus comme leur cause. Ce genre d'opérations [les films d'Arthus-Bertrand ou d'Al Gore] s'inscrivent dans ce mouvement très général.

swissinfo.ch: Ils agissent donc à partir de présupposés...

R.P.: Oui, au sens où tout le monde a des présupposés idéologiques. Ceci dit, aujourd'hui, le message véhiculé est que les citoyens et les hommes politiques ne prennent pas les bonnes décisions parce qu'ils ne sont pas suffisamment informés. Et qu'il faut donc développer leurs connaissances.

C'est en partie vrai, même si la connaissance de la crise écologique est sans doute plus élevée qu'on ne veut bien le dire. Mais en adoptant cette approche, on passe à côté d'un autre problème: si, aujourd'hui, il n'y a pas résolution de cette crise, ce n'est pas uniquement par manque d'information, mais parce que certains acteurs n'y ont pas intérêt.

swissinfo.ch: A qui pensez-vous?

R.P.: Si on part du principe que le développement économique est un facteur de la crise écologique, cela veut

dire que certaines pratiques doivent être remises en cause. Il faudrait par exemple remettre en cause la dépendance au pétrole. Mais remettre en cause cette dépendance va à l'encontre de l'intérêt des compagnies pétrolières.

Le film de Yann Arthus-Bertrand est entièrement financé par les grandes entreprises. Le type de cadrage de solutions qu'il propose repose soit sur des principes très généraux, soit sur la sur-responsabilisation des consommateurs. C'est toujours le bout du tuyau qui est visé, le consommateur final, responsable de la crise écologique.

Je pense que le genre de financement que reçoit le film de Yann Arthus-Bertrand n'incite pas à souligner que la crise écologique vient d'abord du modèle de développement économique suivi aujourd'hui.

swissinfo.ch: Ceci dit, le consommateur final a un impact véritable dans cette crise, non?

R.P.: Il faut marcher sur ses deux pieds et privilégier à la fois l'action individuelle et l'action collective. Mais pour moi, l'action individuelle est essentiellement du ressort de la moralité personnelle. Je vais à vélo, je trie mes déchets – cela correspond à ce que je crois et me semble être juste.

Mais clairement, la moralité individuelle est incapable de répondre à la crise écologique, qui exige une action collective passant par des régulations publiques.

swissinfo.ch: Estimez-vous, en observant l'histoire de l'écologie, que le moment est plutôt à une écologie «molle»?

R.P.: Dans les années 60-70-80, le mouvement écologique s'est développé par en bas, par des initiatives venant des citoyens, des consommateurs, des mouvements sociaux, qui demandaient une transformation assez radicale.

Au milieu des années 80, on est passé à une écologie par en haut, où, désormais, ce sont les organisations internationales, les grands Etats, les grandes entreprises qui développent un programme d'écologie. La question n'est pas tellement de savoir si elle est «molle» ou «dure» mais plutôt: au profit de qui se fait cette écologie?

Depuis les années 80, cette écologie répond aux impératifs des organisations internationales, des grands Etats et des grandes entreprises. Elle n'est que très minoritairement issue aujourd'hui des mouvements sociaux et du mouvement écologiste.

swissinfo.ch: Mais en terme d'impact, pour l'environnement, cette écologie par le haut est-elle réellement moins efficace? N'est-ce pas ce qui compte, in fine?

R.P.: Pour l'essentiel, la crise écologique s'accroît sur à peu près tous les indicateurs existants. Sur la base par exemple des indicateurs de l'Office fédéral de la statistique sur les comptes matériels de la nation, on voit que la consommation de ressources et d'énergie augmente.

Il n'y a pas découplage entre croissance économique et consommation de ressources et d'énergie, mais au contraire une augmentation permanente de cette consommation. On peut débattre de l'efficacité, mais pour moi, la question se résout dans le fait qu'il n'y a pas, actuellement, de résolution de la crise écologique.

Source : swissinfo.ch (Pierre-François Besson)